



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n°2018-38
Séance du 14 mai 2018**

L'an deux mille dix-huit, le quatorze mai à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents: MM Billette, Caizergues, Carbonneill, Hervet, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Castillo, Chibani, Fraisse, Pervent, Vilaplana

Absents ayant donné procuration: Mme Maury procuration à Mme Albigès, Mme Olivier procuration à M. Caizergues

Absents excusés: M. Laget, Mme Vella

Secrétaire de séance: Mme Vilaplana

Nombre de membres en exercice: 23

Date de convocation et affichage

Présents: 19

Absents: 2

03 mai 2018

Procurations: 2

Votants: 21

Objet: Mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP : IFSE et éventuellement CIA).

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés (le cas échéant),

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Vu l'avis du comité technique en date du 23 mars 2018 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la mairie de Lavérune,

Le maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP et d'en déterminer les critères d'attribution tels que présentés ci-dessous :

Article 1 : les bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires et stagiaires exerçant les fonctions du cadre d'emploi concerné et aux contractuels de droit public relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Le RIFSEEP est applicable aux cadres d'emplois suivants :

- attachés territoriaux ;
- rédacteurs territoriaux ;
- adjoints administratifs territoriaux ;
- agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ;
- adjoints territoriaux du patrimoine ;
- animateurs territoriaux ;
- adjoints d'animations territoriaux ;
- adjoints techniques territoriaux ;
- agents de maîtrise territoriaux.

Lorsque les décrets seront publiés, le RIFSEEP sera applicable aux cadres suivants :

- techniciens territoriaux ;
- éducateurs de jeunes enfants ;

Article 2 : modalités de versement

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'Etat ou selon les critères fixés, pour chaque prime, par l'assemblée délibérante.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Concernant les indisponibilités physiques, le RIFSEEP (uniquement l'IFSE) sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, uniquement durant les congés annuels (plein traitement) ;

Le RIFSEEP (uniquement l'IFSE) sera maintenu partiellement en cas de congés de maladie ordinaire, pour accident de service, maladie professionnelle, longue maladie, longue durée, grave maladie ou pour congé maternité, paternité, adoption.

Dans le cas de ces repos, 1/30ème de 50% de l'IFSE sera retiré par jour d'inactivité, à compter du 1er jour d'arrêt. *(Le montant maximum retenu sera la moitié de l'IFSE.)*

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les organes délibérants des structures publiques territoriales peuvent décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence (article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale).

L'IFSE est versé mensuellement, le CIA est versé annuellement.

Article 3 : structure du RIFSEEP

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- l'Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions des agents et leur expérience professionnelle ;
- le Complément Indemnitaire Annuel (CIA), qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (le CIA est facultatif).

Article 4 : l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même corps ou statut d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- de la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- des sujétions particulières, du niveau de responsabilité ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

L'IFSE est également modulée en fonction du savoir-faire nécessaire à la tenue du poste et de l'expérience professionnelle.

Vu l'article 3 du décret 2014-513, le montant de l'IFSE est réexaminé :

- en cas de changement de fonction ou d'emploi ;
- au maximum tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emploi à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours.

L'IFSE est versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

A ce jour, les groupes de fonctions et les montants maximum annuels sont fixés comme suit :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi (à titre indicatif)	Montant maximal individuel annuel IFSE en euros
Attachés territoriaux	Groupe 1	Direction, secrétariat de mairie	36 210
	Groupe 2	Chef de pôle	32 130
	Groupe 3	Chef de service encadrant	25 500
	Groupe 4	Chef de service sans encadrement, chargé de mission	20 400
Rédacteurs	Groupe 1	Chef de service	17 480
	Groupe 2	Adjoint au chef de service	16 015
	Groupe 3	Expert dans un ou plusieurs domaines	14 650
Adjoints administratifs A.T.S.E.M Adjoints d'animations Adjoints techniques Adjoint du patrimoine Agent de maîtrise	Groupe 1	Encadrement de proximité, expert dans un domaine particulier	11 340
	Groupe 1	Si logement pour nécessité absolue de service	7 090
	Groupe 2	Agents d'exécution	10 800
	Groupe 2	Si logement pour nécessité absolue de service	6 750

Article 5 : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) non obligatoire

Il est proposé d'attribuer individuellement aux agents un coefficient de prime appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100%.

Le CIA est versable en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

L'appréciation de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel. Il est tenu compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Plus généralement, seront appréciés :

- la valeur professionnelle de l'agent ;
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ;
- son sens du service public ;
- sa capacité à travailler en équipe ;
- sa contribution au collectif de travail.

Le CIA est versable annuellement après un entretien professionnel.

Les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi (à titre indicatif)	Montant minimal individuel annuel CIA en euros	Montant maximal individuel annuel CIA en euros
Attachés territoriaux	Groupe 1	Direction, secrétariat de mairie	0	6 390
	Groupe 2	Chef de pôle	0	5 670
	Groupe 3	Chef de service encadrant	0	4 500
	Groupe 4	Chef de service sans encadrement, chargé de mission	0	3 600
Rédacteurs	Groupe 1	Chef de service	0	2 380
	Groupe 2	Adjoint au chef de service	0	2 185
	Groupe 3	Expert dans un ou plusieurs domaines	0	1 995
Adjoints administratifs A.T.S.E.M Adjoints d'animations Adjoints techniques Adjoint du patrimoine Agent de maîtrise	Groupe 1	Encadrement de proximité, expert dans un domaine particulier	0	1 260
	Groupe 2	Agents d'exécution	0	1 200

Article 6 : cumuls possibles

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il est donc cumulable, par nature, avec :

- l'indemnité horaire pour travail normal de nuit ;
- l'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- l'indemnité d'astreinte ;
- l'indemnité d'intervention ;
- l'indemnité de permanence ;
- l'indemnité horaire pour travail supplémentaire ;
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- la prime annuelle (prime régie par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 : les avantages acquis).

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante décide :

- d'instaurer un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) tel que présenté ci-dessus ;

- d'autoriser M. le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;
- d'abroger les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire des agents effectivement concernés par le RIFSEEP; les cadres d'emploi non touchés par le RIFSEEP continuent de bénéficier des dispositions des précédentes délibérations.
- de prévoir et d'inscrire les crédits correspondants au budget.

Sous réserve de la parution des arrêtés d'application, les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/07/2018.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 14 mai 2018

Roger CAIZERGUES
maire

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular blue official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE LAVERUNE' at the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem featuring a tree and a building.

Le *Maire* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

Certifiée exécutoire compte tenu de la date :

- d'envoi dématérialisé en préfecture le:

-d'affichage le:

nomenclature: 4.5